



APPEL DU 10^e CONGRES DE LA FEDERATION NATIONALE CGT DES PERSONNELS DES ORGANISMES SOCIAUX

SALAIRES, EMPLOIS, PROTECTION SOCIALE, UN COMBAT VITAL !

En mai 2012, l'annonce d'une nouvelle politique comme un vrai changement a suscité de nombreux espoirs pour une majorité de la population.

Hélas, les attentes de millions de citoyens ont été très rapidement déçues par la politique mise en place sans rupture et dans la continuité avec le précédent gouvernement contre laquelle nous nous étions largement mobilisés.

Sous couvert du respect d'un soi-disant dialogue social, ce nouveau gouvernement a lancé une conférence «sociale» qui a accentué la casse de la protection sociale et le démantèlement du code du travail.

Dans le même temps, la soumission aux règles de rigueur budgétaire de Bruxelles était votée au parlement.

Au fil des jours, ce gouvernement est devenu l'exécutant du MEDEF instaurant les multiples cadeaux au patronat :

- Crédit Impôt Compétitivité Emploi qui offre 20 milliards aux entreprises,
- Loi dite de sécurisation de l'emploi,
- Pacte dit de responsabilité, 50 milliards sur la dépense publique dont 20 milliards sur la protection sociale.

François Hollande qui a prôné pendant sa campagne le combat contre la finance et les licenciements boursiers agit aujourd'hui comme un véritable serviteur du patronat et des actionnaires.

Désormais, on ne compte plus les milliards offerts au patronat et aux actionnaires. Au final, c'est la population dans son ensemble qui va subir les conséquences par la remise en cause du salaire socialisé pourtant indispensable au financement de la protection sociale.

Dans le même temps, dans l'ensemble de nos secteurs professionnels les suppressions massives d'emplois, le gel des salaires, les fusions, les restructurations, la dégradation de nos conditions de travail, l'abandon de nos missions fondatrices et des services de proximité... toutes les situations que nous avons dénoncées lors de notre 9^{ème} congrès fédéral se sont lourdement aggravées.

A celles-ci se rajoutent des expériences d'organisations du travail, qui, en recherche constante de rentabilité, mettent en place le «lean management» ou le télétravail.

C'est dans ce contexte que la fédération a décidé de conduire des ripostes au travers d'actions dans tous ses secteurs. Dans la suite de l'action du 29 mars 2012, elle a impulsé l'action du 18 mars 2014. Cette action Confédérale et Intersyndicale a mobilisé plus de 200 000 manifestants actifs et retraités dans toute la France dont 15 000 de nos secteurs à Paris avec pour mot d'ordre :

«SALAIRES BLOQUES, EMPLOIS SUPPRIMES, PERSONNELS MEPRISES,... CA SUFFIT !».

Notre fédération n'a et n'aura de cesse de porter la question de la reconquête de la protection sociale dans toutes les structures de la CGT et de s'inscrire dans la défense des valeurs du travail au travers de la campagne contre le coût du capital réinstaurant la valeur sociale du travail.

Les syndiqués actifs et retraités de la Sécurité Sociale, de la Mutualité Sociale Agricole (MSA), du Régime Social des Indépendants (RSI), de Pôle Emploi, de la Mutualité, des Groupes de Protection Sociale (GPS), des Missions Locales, de l'Aide et du Maintien à Domicile, des Régies de quartiers, réunis en congrès, refusent, dénoncent et combattent ces attaques répétées du gouvernement, associé au patronat, contre les fondements de la cohésion de notre société, contre la solidarité, contre la justice sociale et contre notre protection sociale issue du Conseil National de la Résistance (CNR).

Les syndiqués réunis en congrès, alertent l'ensemble des salariés sur l'urgence d'agir ensemble contre cette destruction programmée qui nous replonge dans les plus sombres épisodes de notre histoire.

La désillusion, la perte de confiance, la perte des acquis sociaux, l'augmentation de la misère, engendrées par les politiques gouvernementales laissent un boulevard au développement des idéologies fascistes. A cet égard, l'Europe préemptée par la finance est devenue une machine à punir à coup d'austérité se faisant ainsi le terreau de l'extrême droite

Parce que tout citoyen devrait être protégé des aléas de la vie, de la naissance à la mort, pour devenir un acteur de la société en pleine capacité de réflexion, notre revendication première est la reconquête de la protection sociale dans l'esprit du Conseil National de la Résistance (CNR).

Dans ce contexte, c'est à chacun d'entre nous d'être acteur du changement tant attendu. C'est bien au sein de la CGT que cette construction du changement et de notre avenir est possible.

Le 10^{ème} congrès appelle l'ensemble des salariés, retraités et privés d'emploi en France et en Europe à réagir et à se mobiliser massivement :

- Pour l'augmentation des salaires,
- Pour le respect des salariés, de leur travail et de leurs missions,
- Pour de réelles négociations visant à l'amélioration des classifications,
- Pour une Sécurité Sociale pilier de notre protection sociale basée sur la solidarité telle que définie par le CNR dès aujourd'hui et pour les générations futures,
- Contre le pacte de responsabilité,
- Contre toutes les discriminations notamment syndicales,
- Contre l'agrément de l'accord Assurance Chômage, afin de donner à Pôle Emploi de véritables moyens pour une politique de lutttes contre le chômage et toutes les précarités.

Dans le processus de lutte engagé par notre fédération, les congressistes appellent à participer aux initiatives interprofessionnelles et notamment celle initiée par l'Union Confédérale des Retraités le 3 juin à Paris.

Les congressistes appellent au moment de la discussion des lois de finance et du Projet de loi de financement de la Sécurité Sociale à l'automne, à construire avec l'ensemble des salariés, retraités, privés d'emploi, une grande journée de mobilisation.

LE SOCIAL OUI, PAS LE CAPITAL !